



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique monétaire

Question au Gouvernement n° 1813

Texte de la question

COURS DE L'EURO

M. le président. La parole est à Mme Marie-Françoise Bechtel, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

Mme Marie-Françoise Bechtel. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Dans sa déclaration de politique générale du 8 avril, le Premier ministre a affirmé que les efforts que nous faisons sur le plan économique « ne doivent pas être balayés par un niveau trop élevé de l'euro. » Il l'a rappelé devant notre assemblée dans sa déclaration sur le programme de stabilité budgétaire, ajoutant qu'une politique monétaire plus adaptée était nécessaire. Monsieur le ministre, vous avez vous-même à plusieurs reprises insisté sur le niveau trop élevé de l'euro, et vous en avez souligné les conséquences désastreuses pour nos exportations, comme le font de leur côté des économistes et des chefs d'entreprise de plus en plus nombreux.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que nous sommes aujourd'hui confrontés à un problème majeur, celui de la compétitivité des entreprises françaises. Mais ni le pacte de compétitivité ni le pacte de responsabilité ne pourront produire un effet suffisant avec une monnaie surévaluée. Comme le dit – avec d'autres – le président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, M. Marwan Lahoud : « Dès que le dollar baisse d'un centime, l'avantage procuré aux entreprises par le CICE est gommé ». Or l'euro ne cesse, depuis dix ans, de s'apprécier par rapport au dollar. Sans baisse de l'euro, la baisse des charges prévue par le plan gouvernemental ne permettra pas plus que le CICE un redressement suffisant de la compétitivité française. Comme le rappelait le rapport Gallois, les économistes estiment que le niveau acceptable de l'euro se situe entre 1,15 et 1,20 dollar. Aujourd'hui, nous en sommes presque à 1,40 dollar pour un euro !

Monsieur le ministre, le Mouvement républicain et citoyen salue avec beaucoup d'espoir les intentions désormais affichées par le Gouvernement sur le niveau de l'euro. Pouvez-vous nous confirmer qu'il entend s'engager dans une démarche active auprès de ses partenaires européens, lesquels souffrent aussi, pour beaucoup d'entre eux, de la cherté d'une monnaie qui est la seule au monde à se priver de la souplesse requise par les échanges internationaux ?

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

M. Arnaud Montebourg, ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique. Madame la députée, vous avez raison d'évoquer le fait que l'euro est trop cher. De nombreux industriels européens soulèvent également cette question, et plusieurs gouvernements européens s'en sont emparés. Ce sujet d'inquiétude traverse les clivages : il est partagé par les patrons d'Airbus, de Schneider, de Lafarge. Dernièrement, le patron de Siemens, entreprise allemande, s'est lui aussi plaint du niveau trop élevé de l'euro

par rapport au dollar.

Louis Gallois, dans le rapport qu'il a rendu il y a maintenant un an et demi, avait noté que le niveau trop élevé de l'euro pénalisait nos politiques de compétitivité. Sachant que 55 % de nos exportations se font hors de la zone euro, si l'euro est trop cher, alors tous les efforts que nous pourrions faire en matière de coûts de production sont affaiblis ; vous avez raison de le signaler. À l'occasion de la dernière loi de finances, la direction du Trésor a rappelé qu'une baisse de l'euro de 10 % – qui ne représenterait pas une dévaluation, le mot serait excessif, mais plutôt un rééquilibrage – permettrait d'accroître le PIB de la France de 0,6 % la première année, et de 1,2 % à l'horizon de trois ans. À la clé, il y aurait 150 000 emplois et beaucoup de succès en matière de croissance, de réduction des déficits, et de rétablissement des comptes publics.

La question de la politique de change relève d'instances politiques, conformément aux traités européens, et singulièrement de l'Eurogroupe. C'est pourquoi M. le Premier ministre, dans son discours de politique générale, s'en est emparé. C'est aussi pourquoi nous nous en entretenons avec nos amis et partenaires de l'Union européenne. J'ai cru comprendre que la Banque centrale européenne a fait siennes un certain nombre des préoccupations que nous avons exprimées ici et ailleurs. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Françoise Bechtel](#)

Circonscription : Aisne (4^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1813

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, redressement productif et numérique

Ministère attributaire : Économie, redressement productif et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [8 mai 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 mai 2014](#)